

ÉPINAY-SUR-SEINE : UN « CLAN » DIRIGE LA VILLE

Dans notre ville, depuis 2003, un « clan » s'est constitué au sein de la municipalité et en a capturé les principaux leviers de commande. Les dérives successives qui ont conduit vers cet état de fait ont été si lentes et si imperceptibles au commun des mortels, qu'elles passent inaperçues. D'autant que le vacarme des scandales qui accompagne de telles régressions politiques est, à Épinay-sur-Seine, atténué par les beaux récits de propagande et étouffé par l'assourdissant « tam-tam » des multiples travaux urbains (programmes immobiliers incohérents et tramway). Ces travaux focalisent l'attention des habitants sur leur vie quotidienne constamment perturbée et décentrent la vigilance de l'opposition, par la tactique d'un « ordre du jour » des séances municipales qui ne traitent d'aucun des grands problèmes de la ville (insécurité, malpropreté urbaine, pauvreté, etc.). Ainsi, la mise « en scène » des activités de ce « clan » masque-t-elle aux citoyens et à l'opposition le péril institutionnel en cours.

Menace pour la République : une mairie qui fabrique et divise les communautés

La stratégie publique de ce « clan » est la communautarisation de la ville et la division de chaque communauté en groupes opposés. En conséquence de quoi, la ville d'Épinay-sur-Seine est devenue une *commune de communautés*. Ainsi, les Antillais ont-ils droit à un zouk annuel et à une commémoration de l'esclavage où la bouffonnerie le dispute au caricatural ; les Haïtiens, une fois l'an, tartufferie oblige, sont conviés au salut de leur drapeau, on se sait pourquoi. Le ridicule, il est vrai, ne tue pas ; les Kabyles, eux, sont éligibles à des séquences de danse et des activités culturelles, comme si la Kabylie qui a donné saint Augustin était aussi fade ; les Comoriens, reclus dans leur local, sont invités à se replier sur eux-mêmes. Ainsi, les Antillais, par exemple, ne croisent pas les Kabyles, et ceux-ci ne rencontrent pas les Comoriens. Les Portugais, eux également, ne rencontrent pas les autres Lusophones.

Chaque *communauté* est donc renvoyée vers elle-même. Repliement, certes. Mais, dans le même temps, chacune est soumise à un processus de scissions internes orchestré par la mairie. En effet, ce zonage ethnique de la *commune* en une juxtaposition de *communautés* diverses conduit le maire à fabriquer de la scission au sein de chaque communauté elle-même séparée d'avec les autres.

Ainsi, la *umma* d'Épinay-sur-Seine (communauté musulmane), après avoir tant été flattée puis instrumentalisée par la mise à disposition d'un lieu de culte (mosquée), a-t-elle été profondément divisée par le maire qui, arbitraire tenace, a décidé de nommer ses dirigeants, et bien évidemment choisis parmi ses « proches ». Les disputes au sein des *communautés* créées de toutes pièces sont incessantes, et parfois ouvertement violentes. Qui ne se souvient de la grave altercation qui opposa les Comoriens, il y a trois ans, rue de Marseille, avec d'un côté les partisans du maire et de l'autre leurs adversaires ? Et, cet après-midi là, les témoins oculaires ont vu comment les collaborateurs du maire ont clivé les tensions et pris parti, pour l'une des parties.

En matière de leadership associatif, les invectives sont devenues une dominante des rapports intra-communautaires, de telle sorte que la composante associative de la « société civile » spinassienne, traversée par de profondes fractures artificiellement entretenues, se trouve fragilisée, avec un faible taux de mobilisation et des programmes désuets.

Tel est le résultat de cette politique de « cloisonnement » des communautés et de division intra-communautaire activement mise en œuvre par le programme « culturel » de la majorité de Droite à Épinay-sur-Seine qui attribue, à titre gracieux, des locaux publics aux associations qui leur sont acquises.

Au total, le Spinassien (habitant d'Épinay-sur-Seine) avisé n'aura pas de peine à voir que l'un des principaux buts poursuivis par le « clan » ne vise qu'à organiser la société spinassienne sur le modèle des anciennes « corporations ». En effet, la municipalité de droite essaie de faire revivre le vieux rêve des partis d'extrême droite : des corporations (groupes séparés avec leurs codes de fonctionnement) et un pouvoir central, sans corps intermédiaires ni contre-pouvoir. M. Hervé Chevreau et M. Patrick Konieczny, qui proviennent du Mouvement Pour la France (MPF) de Philippe de Villiers, ne démentent pas l'idéologie politique de leur engagement d'origine. Peut-être même qu'ils ne s'en rendent pas compte. En tous les cas, dans leurs actes, les associations communautaires sont perçues comme les équivalents des corporations et, par suite, traitées comme telles.

Ainsi, congédier cette équipe municipale, ce n'est pas seulement produire de l'alternance politique, ce qui est le propre d'un système démocratique, mais c'est d'abord et surtout rompre un processus corporatiste, qui n'est pas sans rappeler l'*État Nouveau* du dictateur modéré António Salazar (Portugal : 1926 - 1974), et son fameux *corporatisme* qui laissa de profondes traces en France, notamment sur Charles Maurras et l'action française. La visée municipale corporatiste est évidente, même si le fond diffère et la surface (forme) reste d'apparence opposée.

Il n'y a donc plus de vie républicaine, creuset dans lequel s'est forgée et se consolide notre nation.

Épinay-sur-Seine : une ville « bananière », aux mains d'un clan

Si nous savons quelle est la stratégie sociétale du « clan », reste à dire un mot sur son objectif politique qui vise à l'établissement d'une « caste », qui est sa visée principale.

Dans notre ville, dis-je, la République est en péril. Car *l'esprit public*, l'intérêt général, ne sert plus d'aiguillon à l'action de la majorité municipale. En effet, quelques-uns n'agissent que pour le « bonheur » ou la « satisfaction » de quelques-uns. Tout le reste du corps social est traité, selon le bon vouloir du « clan ». Malheur donc, à qui n'est pas dans les bonnes grâces. L'accès aux emplois et aux logements, par exemple, n'a rien plus rien d'impartial.

Le fait qu'une telle détérioration de *l'esprit public* ait lieu dans une banlieue sensible n'en réduit pas la gravité. Bien au contraire.

Notre ville est devenue une « commune bananière ». Dans l'histoire locale, pareille déconstruction de la République n'a pas de précédent. En effet, jamais, de mémoire de Spinassien, on n'aura vu un tel amalgame entre le « privé » et le « public », une large confusion des genres dans laquelle le « privé » s'est littéralement substitué au « public ». Car, sous Gilbert Bonnemaïson (1967 - 1995), rien de tel. Le service public était *juste envers tous*. C'en était même la caractéristique première. Même sous son successeur, Bruno Leroux (1995 - 2001) qui, il est vrai, délaissa la chose communale à quelques directeurs de services, au profit d'une ambition nationale.

Au vrai, ce n'est qu'avec Hervé Chevreau, maire actuel, et à partir de 2003 pour autant qu'on puisse le dater, qu'est apparu un phénomène nouveau : le « clan » et *l'esprit de clan* (clanisme).

Et, sous nos yeux, cette dégradation de *l'esprit public* va s'amplifiant au point d'obliger à quelques questions sur la gestion communale. Excipons de deux exemples, ce qui est affirmé.

Tout d'abord, la Police municipale, un service dont la gestion est pour le moins chaotique. Depuis sa création, elle est en crise continue, jamais stable. Cette réalité explique son peu d'efficacité sur le terrain, alors que les attentes légitimes des populations sont fortes. La « bouche du monde » rapporte un lot de dysfonctionnements (démissions ininterrompues, accusations graves entre collègues, conflits internes, licenciements, arbitraire des décisions, déprimes, suppression d'heures supplémentaires, etc.) qui fait de ce service municipal une « bombe à retardement » susceptible d'imploser à tout moment. Bien évidemment, ce n'est pas la compétence des agents qui est ici en cause, mais la gestion elle-même.

Ensuite, et bien plus grave, le recrutement et les affectations du personnel. Dans ce registre, la confusion entre le « privé » et le « public » atteint son comble et ne craint plus de s'étaler au grand jour. Point n'est besoin d'être grand voyant pour voir combien le népotisme et le favoritisme sont la règle. Ainsi, M. Hervé Chevreau, *es qualité*, a-t-il fait embaucher toute sa famille. Énumérons les recrutements : sa fille, agent administratif ; son gendre, à l'imprimerie municipale et, plus belle, sa compagne promue directrice de la Communication (info/com). Le fils, lui a démissionné de la mairie..., pour une autre mairie. Toute la famille a été recrutée par la ville et apparaît donc comme grand bénéficiaire de la chose publique : 100% employée par la Ville. Quelle mairie fait mieux ? Et pourquoi, dans l'entourage du maire, personne ne s'en offusque ou ne l'alerte sur ce type de dérapage ? Aucune autre famille spinassienne n'a bénéficié d'autant de faveurs et tiré de si grands avantages de la sphère publique. Que dis-je ? Il en est une autre. En effet, puisque la prouesse est acceptable, elle devient imitable et reproductible. Le premier-adjoint de M. Hervé Chevreau, le bien nommé Patrick Konieczny, n'est pas en reste. Sa belle-fille, nommée directrice des affaires générales. Son fils, sous l'autorité de la compagne du maire, est au service communication. Sa nièce, elle, au service achats. Ah, que de privilèges familiaux !

Il est frappant et surtout choquant de constater que les deux premiers élus de notre ville aient « placé » les leurs en mairie. Si maintenant l'on s'avise de croiser ces nominations respectives avec le système de parenté ou d'alliance, comment ne pas remarquer la formation d'une véritable « caste », dans la mesure où le « sang » et la parenté ouvrent droit aux emplois et déterminent l'attribution des fonctions administratives. Sous ce rapport, comment ne pas s'étonner de ce que la quasi-totalité des membres de ces deux familles soient affectés dans deux services municipaux : Affaires générales et Communication ? Qu'est-ce que cela peut bien vouloir signifier ? Pourquoi là et pas ailleurs ? Sont-ils des services « neutres » ?

Nous pourrions donner cent exemples qui montrent comment une coterie s'est formée, qui mêle avantage privé et gestion publique. Par exemple, on a vu, à une date récente, l'épouse d'un élu passer dans la catégorie « A » de la fonction publique territoriale, sans concours et avec effet rétroactif sur un an.

Épinay-sur-Seine est une mairie *de miel et de lait*, certes. Mais pas pour tous.

Si l'on considère sous l'angle diachronique cette involution institutionnelle, ce recul manifeste de la République, on peut noter les étapes suivantes : lors du premier mandat d'Hervé Chevreau, un « clan » s'est constitué. Durant le second mandat, ce « clan » s'est transformé et fixé en coterie. Si jamais troisième mandat il y avait, cette « coterie » s'érigerait en véritable « caste », puisque l'hérédité (lien de sang) et la parentèle (réseau familial) y deviendraient l'aiguillon, avec pour corollaire une destruction sans pareille de l'*esprit public*, d'autant que tout le monde aura « laissé faire » et avalisé cet état de fait. Ce qui serait un permis d'aller plus avant.

Épinay-sur-Seine est à présent une « ville bananière ». Il y règne un régime d'octroi des faveurs. Il est impératif d'abolir ce système qui, de l'intérieur même, ronge silencieusement tout l'édifice républicain.

Au reste, que soit bien entendu ce que nous dénonçons ici. Nous ne récusons absolument pas le principe du recrutement des membres d'une même famille, qui plus est d'un élu, mais leur nombre et leur affectation à des postes stratégiques et à des fonctions de décision. Car le risque immédiat est de voir un petit nombre de « familles » confisquer le « pouvoir politique » et noyauter l'« organisation administrative ». Qui peut, à Épinay-sur-Seine, nier le fait que pouvoir politique et pouvoir administratif, deux prérogatives essentielles, se retrouvent concentrés entre les mains de deux ou trois familles ?

La Gauche locale doit mettre fin à ce système inique

Dans notre ville, une « aristocratie de robe » s'est constituée. Il faut l'abolir ! Qui peut admettre l'inadmissible qui sape les quatre principaux fondements de la République : 1° la *vertu* (égalité) qui, dès lors, n'est plus la règle. L'égalité a été brisée par le favoritisme, le népotisme et le clientélisme communautaire ; 2° la *frugalité* (sobriété publique) a été remplacée par des dépenses de prestige (réceptions fastueuses, communication dispendieuse, primes disproportionnées, etc.) ; 3° l'*esprit de modération* qui devrait présider aux relations avec l'opposition politique et permettre l'autonomie de la société civile, notamment de la vie associative, à été étouffée. Les associations « classées » favorables à la municipalité font l'objet d'appuis ; 4° la *séparation* des pouvoirs internes de la municipalité n'existe plus, le politique et l'administratif se confondant, le privé et le public amalgamés.

Cette « privatisation » rampante de la chose publique explique à elle seule toutes les dérives dans l'organisation et le fonctionnement des services (harcèlements, promotions sélectives, abus de pouvoir, autoritarisme, mises au placard, punitions, relégations professionnelles, préférences, privilèges, suppression d'heures supplémentaires, etc.).

Toutes ces dérives devront cesser, à la faveur des Municipales 2014. L'enjeu politique est donc éminemment politique et appelle un sursaut républicain de tous les citoyens et des élus de tous bords. Qui ne s'en souvient, en son temps, plus exactement à la veille des présidentielles de 1995, visant Jacques Chirac, le candidat-président François Mitterrand avait dénoncé la formation d'un « clan » qui entendait s'emparer de la France, avec pour but l'installation d'un « État-RPR ».

Dans notre ville, à une moindre échelle, le risque est le même : un « clan » tente de mettre en place une municipalité fondée trois ou quatre familles.

Au total, trois raisons principales fondent l'unité de la gauche à Épinay-sur-Seine. La première est la nécessité de la dislocation du *clan* et de *l'esprit de clan*, qui mettra un terme aux tentatives de *corporatisme* municipal. La deuxième concerne la réinstauration de la *séparation des pouvoirs* locaux, dont la conséquence immédiate sera la bonne gouvernance locale et la remotivation du personnel communal pour un service public de qualité. La troisième est le retour de la *justice sociale*, seul critère qui détermine ce qu'est être de gauche.